



Grève et Mobilisation

Mardi 5 février 2019 à 14h Hôtel de Ville

Il n'est plus utile de préciser que le pays connaît une crise sociale majeure. Les multiples mouvements sociaux parlent d'eux-mêmes. Les politiques menées par les gouvernements successifs affichent et assument sans scrupules d'être au service des plus riches.

A la tête de ce gouvernement il y a un président arrogant, méprisant, insultant. À l'entendre, nous n'avons rien compris, nous sommes des « *Gaulois réfractaires* », et nous n'avons qu'à « *traverser la rue* » pour trouver un emploi ; il faudrait en finir avec « *le pognon de dingue* » attribué en aide sociale, et il faudrait que les pauvres arrêtent de « *déconner* » !

La précarité pour un grand nombre

Ces provocations ne passent pas car elles sont en complet décalage avec le quotidien de la population :

- 9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont 30 % ont un emploi.
- 6,2 millions de personnes sont privées d'emploi
- Les revenus des retraités baissent à cause de la faible revalorisation des pensions (0,3 % alors que l'inflation est à 2 %) et de hausse de la CSG de 1,7 point

Au CEA le vendredi c'est gratuit !

Depuis un peu plus de 30 ans le point de salaire du CEA a décroché par rapport à l'inflation, pour arriver en 2018 à un écart de - 23 % par rapport à ce qui aurait été une revalorisation normale liée à l'augmentation des prix.

23 % de salaire en moins, c'est un jour de travail gratuit par semaine !

La fortune pour un tout petit nombre

L'augmentation de la CSG est appliquée aux revenus du travail en compensation d'une baisse des cotisations sociales, énième cadeau aux entreprises, et en premier lieu à celles du CAC 40 qui ont distribué à leurs actionnaires **57 milliards de dividendes en 2018** (le déficit de la sécurité sociale est de 300 millions d'euros !). Ils n'en ont pourtant pas besoin : la fortune personnelle du **premier actionnaire de l'Oréal** a plus que doublé en 10 ans pour atteindre aujourd'hui près de **40 milliards** (soit environ 9 fois plus que le budget du CEA). De son côté le propriétaire de LVMH possède **70 milliards de fortune personnelle** (soit quasiment **3 fois plus que le budget du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation**).

Et comme si les 1 % des plus riches du pays en n'en avaient pas assez, le gouvernement leur a aussi « rendu » 4,5 milliards en supprimant l'ISF (les postes budgétaires de la santé et de la culture représentent à eux deux 4,1 milliards d'euros).

L'État est généreux avec l'argent public quand il s'agit des entreprises les plus grandes et les plus profitables (La part des bénéfices reversée aux détenteurs des titres des principales sociétés françaises a doublé en quinze ans, passant de 30 % à plus de 67 %. Un pillage qui ne laisse que des miettes à l'investissement et aux salariés, révèle un rapport d'Oxfam France) :

- Exonérations de cotisations déjà existantes de 38,4 milliards
- 40 milliards de nouvelles exonérations pour 2019, soit 20 milliards de plus que le dispositif précédent qui disparaît, le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi)

Il faut arrêter la casse maintenant !

Face à la révolte sociale le gouvernement veut nous endormir avec des mois de « *grand débat* ». En parallèle, il continue de préparer la suite :

- **Attaque des retraites** en passant à la retraite à point
- **Loi anti-manifestants**, présentée comme une loi anti-casseurs
- **Augmentation des droits d'inscriptions**, multipliés par 16, pour les étudiants étrangers
- **Suppression de 120 000 postes** dans la fonction publique

Une révolte inédite

Depuis plus de deux mois, les « Gilets Jaunes » se mobilisent pour crier leur colère face à la dégradation des conditions de vie. Ce mouvement a une assise territoriale et interprofessionnelle. À l'inverse des manifestations (intersyndicales ou pas) dans les villes sur des parcours prévus à l'avance et autorisés, les Gilets Jaunes occupent l'espace en permanence (ronds-points) et leurs mobilisations chaque samedi sont à l'image des violences subies par le monde du travail : radicales et généralisées.

Pour obtenir que l'argent soit utilisé pour l'intérêt de tous : pour l'emploi, les hôpitaux, l'éducation, il nous faut être plus nombreux et étendre la mobilisation !

BLOQUER L'ESPACE PUBLIC, C'EST NE VISER QU'UN INTERLOCUTEUR : LE GOUVERNEMENT !

Ce gouvernement est certes responsable d'une partie des problèmes mais le réel commanditaire, le "donneur d'ordre" des lois Travail, de la pression sur les salaires, de la hausse de la CSG ou encore de la privatisation de la Sécu, ce sont les dirigeants des plus grandes entreprises (d'ailleurs ils sont aussi les propriétaires de la quasi-totalité de la presse !)

Ces dirigeants n'ont que faire que les ronds-points soient occupés et que quelques vitrines volent en éclats chaque samedi ! Pour les toucher au cœur, la meilleure méthode est de bloquer l'économie, la machine à profits des 1 % des plus riches.

Pour cela, la question de la grève est INCONTOURNABLE !

LA CGT APPELLE, LE MARDI 5 FÉVRIER 2019, À UNE JOURNÉE DE GRÈVE ET DE BLOCAGE DE L'ÉCONOMIE.

La CGT du CEA Saclay a déposé un préavis de grève.

- **Travailleurs**
- **Privés d'emploi**
- **Retraités**
- **Étudiants**
- **Gilets jaunes**
- **Stylos rouges**
- **Blouses blanches**
- ...



Tous, nous refusons cette même politique au service des plus riches.

LE 5 FÉVRIER :

UNE MARCHÉ DE TOUS VERS D'AUTRES CHOIX DE SOCIÉTÉ